



HAL
open science

La “ globalisation économique ”, De la paix éternelle aux guerres et conflits économiques

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La “ globalisation économique ”, De la paix éternelle aux guerres et conflits économiques. Le commerce mondial dans un monde fragmenté; effets et risques, Chaire OMC à Rabat (Maroc), Dec 2024, Rabat, Morocco. hal-04826111

HAL Id: hal-04826111

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04826111v1>

Submitted on 9 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « globalisation économique ».

De la paix éternelle aux guerres et conflits économiques

Jacques Fontanel

Colloque international de Rabat (du 5 au 8 décembre 2024)

Le Commerce Mondial dans un monde fragmenté : effets et risques

5 Décembre 2024

Résumé : Huit hypothèses sont susceptibles de remettre en cause l'intérêt d'une globalisation économique « débridée », sans contrôle.

- 1) La « main invisible » ou la « fin de l'histoire » sont deux slogans qui n'ont aucune base scientifique sérieuse.
- 2) Les rapports de force entre Etats imposent l'application d'un libre-échange internationalement réglementé.
- 3) La finance internationale globalisée développe une spéculation, dont les économistes dans leurs modèles font généralement l'hypothèse d'un rééquilibre spontané dans le temps, malgré les crises financières profondes qui ont marqué l'histoire économique des XXe et XXIe siècle.
- 4) Les inégalités de développement perdurent, car une économie historiquement martyrisée ne peut pas facilement relever la compétition capitaliste de court terme avec des grandes puissances qui disposent de l'armée des firmes multinationales pour maintenir peu ou prou leurs effets de domination.
- 5) Le réchauffement climatique devrait rabattre les cartes du développement économique, mais la COP29 a mis en évidence l'irresponsabilité historique et actuelle des pays développés.
- 6) Le développement économique actuel crée des effets négatifs indiscutables et indiscutés, avec l'émergence de nouvelles raretés, déjà dénoncées par le Rapport Meadows il y a presque un demi-siècle.
- 7) Les gouvernances étatiques d'aujourd'hui mettent en évidence l'essor des autocraties, l'influence des croyances religieuses, l'hubris de nombre de dirigeants et l'insoutenable légèreté de l'être, pour reprendre le magnifique titre du roman de Milan Kundera.
- 8) Enfin, quelle est aujourd'hui la possibilité d'une guerre mondiale, pour pasticher Michel Houellebecq sur son île.

Abstract: Eight hypotheses are likely to call into question the interest of an "unbridled" economic globalization, without control.

- 1) The "invisible hand" or the "end of history" are two slogans that have no serious scientific basis.
- 2) The balance of power between States imposes the application of an internationally regulated free trade.
- 3) Globalized international finance develops speculation, of which economists in their models generally assume a spontaneous rebalancing over time, despite the deep financial crises that have marked the economic history of the 20th and 21st centuries.
- 4) Development inequalities persist, because a historically martyred economy cannot easily take up short-term capitalist competition with major powers that have the army of multinational firms to maintain more or less their effects of domination.
- 5) Global warming should reshuffle the cards of economic development, but COP29 highlighted the historical and current irresponsibility of developed countries.
- 6) Current economic development creates undeniable and uncontroversial negative effects, with the emergence of new scarcities, already denounced by the Meadows Report almost half a century ago.
- 7) Today's state governance highlights the rise of autocracies, the influence of religious beliefs, the hubris of many leaders and the unbearable lightness of being, to borrow the magnificent title of Milan Kundera's novel.
- 8) Finally, what is the possibility of a world war today, to parody Michel Houellebecq on his island.

Beoins, Adam Smith, réchauffement climatique, hubris, démocratie, pays en développement, inégalités, Ecologie, guerre, puissance, PIB

Needs Adam Smith, global warming, hubris, democracy, developing countries, inequalities, ecology, war, power, GDP

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la « fin de l'histoire » a été décrétée par Francis Fukuyama, une nouvelle « punchline » qui annonçait à la fois la victoire idéologique de la démocratie et du libéralisme et une globalisation plutôt « heureuse », sans guerre et sans misère. Cette présentation élargissait ainsi l'expression culte d'Adam Smith, la « fameuse main invisible ». Dans ces conditions, les deux expressions soulignent que le système marchand capitaliste conduit à optimiser la production et donc le bien-être des populations, ce qui constitue un sophisme que Socrate n'aurait pas manqué de souligner et que nous confirmerons plus tard. D'ailleurs, les guerres ont continué leur funeste destin, avec le terrorisme international, les guerres civiles, les guerres 'offshore' sous le contrôle des Etats-Unis ou l'exercice de sanctions économiques appliquées par un groupe d'Etats à l'encontre d'un ou d'autres Etats.

Plusieurs hypothèses théoriques des économistes favorables à l'essor des marchés concurrentiels n'ont jamais été respectées dans les faits :

1) D'abord, les questions sécuritaires ont été négligées, en faisant l'hypothèse selon laquelle une économie de compétition était « pacifique », alors qu'elle modifie profondément les conditions de vie des acteurs nationaux et internationaux. La pensée marginaliste selon laquelle en système de concurrence chacun est légitimement rémunéré à sa productivité marginale était donc implicitement respectée et acceptée par tous les agents économiques. Ce qui n'est pas vrai dans les faits.

2) Ensuite, les inégalités d'exercice de la concurrence sont nombreuses :

- selon que les Etats disposent ou non de ressources naturelles exploitables,
- selon que les agents économiques disposent d'une protection sociale et commerciale grâce aux brevets appliqués aux nouvelles technologies, notamment numériques,
- selon qu'ils respectent ou non les normes environnementales contre le réchauffement climatique ou la disparition de la biodiversité ;
- selon qu'ils désirent disposer d'une forme d'autarcie au moins pour les produits de première nécessité. L'épidémie du COVID-19 a mis en évidence les ruptures commerciales des médicaments et elle conduit aujourd'hui à des comportements de type « *friend-shoring* » (le commerce entre pays amis ou alliés), afin d'éviter les ruptures potentielles des chaînes d'approvisionnement en cas de conflits interétatiques ou d'une demande internationale supérieure à l'offre disponible.

3) Enfin, les pulsions de domination politique, l'application des valeurs économiques du mercantilisme, l'essor des autocraties et des pensées théocratiques des Etats conduisent à des conflits qui ne sont d'ailleurs pas toujours d'essence économique.

De manière plus générale, le monde d'aujourd'hui est empli de fausses vérités ou d'arguments spécieux qui privilégient certains intérêts au détriment justement de la recherche du bien-être des populations dans le respect de leurs voisins et des générations à venir. Nous allons présenter huit hypothèses qui remettent en cause l'intérêt d'une globalisation économique « débridée », sans contrôle.

I. La main invisible ou « la fin de l'histoire » sont des théories économiques idéologiques et non scientifiques

Pour Adam Smith, la « main invisible » ne fonctionne que s'il n'existe aucun monopole ou syndicat des propriétaires qui s'entendent pour se partager le marché ; ensuite si la division du travail n'est pas trop mécanique, abêtissante et sans considération humaine pour les personnes au travail ; mais surtout s'il n'y a plus d'esclavage, de colonies et de rapports de domination.

Ces hypothèses remettent directement en cause les Etats occidentaux qui ont mis visiblement la main sur les richesses des pays colonisés dans des guerres coloniales et qui sont intervenus pour soutenir leurs économies par les guerres, les menaces de guerre, ou l'application d'effets de domination, dans le cadre de protectorats reconnus par une communauté internationale dévolue aux grandes puissances

Enfin, et surtout au plan de la rationalité, la théorie des jeux moderne a démontré que la situation smithienne de réalisation de la main invisible n'avait mathématiquement aucune chance de se réaliser.

De fait, l'intérêt individuel immédiat n'est pas souvent pacifique. Il faut souvent user de la violence pour conquérir le pouvoir. « La guerre est la mère de toutes choses », affirmait Héraclite (l'obscur) au Ve siècle avant JC. Dans l'Antiquité, la guerre permettait aux citoyens grecs de se libérer du travail domestique en faisant des vaincus des esclaves, l'esclavage étant l'une des plus vieilles institutions de l'humanité acceptée alors par la plupart des religions.

Les premiers économistes, les mercantilistes, ont toujours justifié la guerre militaire et les armes économiques comme un moyen efficace pour assurer le pouvoir du roi, lequel pouvoir ne devait pas dépendre des fournisseurs étrangers, une question qui se pose aujourd'hui pour nombre de pays dans les domaines des terres rares, de la technologie ou de l'énergie.

Le Royaume-Uni, pays dit libéral, l'un des fondateurs du capitalisme, a bâti son développement économique grâce à l'application, par Cromwell, de l'Acte de Navigation, contraire évidemment à la règle du libre-échange. Ensuite, Londres a usé de la force militaire pour la colonisation de ce qui deviendra le Commonwealth, en imposant des règles économiques favorables à la métropole, par la force, notamment en Inde, dont le niveau de développement de certaines régions était, avant la colonisation, aussi élevé que celui de l'Angleterre d'alors.

Sur un autre rivage, les gouvernements des Etats-Unis si propices à encenser Jefferson le libéral ont toujours appliqué les principes Hamiltoniens de

protection de l'économie nationale. Ils ont réussi à se libérer de la colonisation anglaise et leurs politiques ont oscillé entre la fermeture de leur marché et l'ouverture limitée aux importations en concurrence avec les produits nationaux. S'il n'y avait pas eu la guerre d'indépendance, les Etats-Unis auraient pu avoir un destin équivalent à celui de l'Inde.

Toute guerre n'est pas inutile lorsqu'il s'agit de libérer son pays colonisé. Pendant la guerre de Sécession entre les Etats du Nord (les Yankees) et ceux du Sud, la victoire des premiers a conduit à la disparition officielle de l'esclavage et la mise en place du droit des peuples et du droit des personnes. Cependant, mes collègues Fogel et Engerman¹ ont démontré que les esclaves noirs du milieu du XIXe siècle avaient des conditions de vie supérieures² à celles des ouvriers précaires de l'industrie naissante du Nord. La liberté sans respect de l'autre conduit à l'exploitation de ceux qui n'ont d'autres biens que leur travail et leurs compétences, dans le cadre d'une concurrence qui tend à réduire les coûts de production, et donc le coût salarial et la précarité des situations des travailleurs et chômeurs potentiels.

L'Allemagne de Friedrich List refusa l'idée du libre-échange en considérant que le commerce ne pouvait être engagé internationalement que si les forces productives et les niveaux de développement des Nations étaient quasi équivalents, afin d'éviter les incontestables effets de domination. L'Etat doit protéger la production nationale, face à une concurrence des pays industriels puissants, en avance technologiquement et commercialement.

Cependant, les théories néo-classiques se sont imposées au même rythme que le capitalisme, souvent pour l'annoncer, le justifier et lui ouvrir de nouveaux horizons. Aujourd'hui, la théorie économique dominante, que l'on appelle « science économique », défend l'optimalité du système de marché capitaliste, mais les analyses proposées sont fondées sur des hypothèses et des postulats irréalistes comme la rationalité des agents économiques, la permanence de la concurrence dans tous les secteurs de l'économie ou le caractère régulateur de la spéculation financière.

Le fameux « réalisme économique et social » est fondé sur des hypothèses très réductrices de l'homme. Seule la puissance du système productif est valorisée, sans se préoccuper outre mesure de la répartition de la valeur, ni des coûts de l'homme, définis par François Perroux, comme la capacité collective à « nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves ». Aujourd'hui, il faudrait ajouter, protéger les biens naturels fondamentaux comme l'eau et l'air purs et respecter le patrimoine non-renouvelable de la Terre.

Les indicateurs économiques développent une perversité dont les effets gangrèneront les générations à venir. Ainsi, l'importance accordée au PIB comme

¹ Fogel, R.W., Engerman, S. (1974) *Time on the Cross: The Economics of American Negro Slavery*, Little Brown; Boston.

² Meilleure nourriture, moindre heures de travail, conditions de logement satisfaisantes.

facteur de qualité du système économique d'un pays est un leurre³, lorsque les conditions de travail, la qualité de vie des personnes, le contenu des biens et services (entre une économie de satisfaction des besoins ou celle des désirs), les conflits entre les Etats et l'épuisement de la planète ne sont pas réellement pris en compte. Un exemple simple, si deux pays ont un même PIB de 100 unités pour 100 personnes, ils n'ont pas nécessairement la même structure de développement, si dans le pays A 80 unités sont possédées par 10 personnes alors que dans le pays B les 80 unités sont attribuées à 90 personnes. La qualité de la vie sociale doit être clairement distinguée du niveau de vie, surtout mesuré monétairement. Enfin, les rapports de force entre les Etats constituent d'inéluctables entorses au libre-échange, comme le dirait Donald Trump.

II. Les entorses au libre-échange par l'expression des rapports de force entre les Etats

Le libre-échange pur n'a sans doute jamais existé. L'OMC, à la suite du GATT, a développé l'idée de la Clause de la Nation la plus favorisée, indiquant donc dès le départ qu'il y avait des Nations défavorisées dans les échanges. L'OMC présente d'ailleurs, dès l'origine, des exceptions qui concernent l'agriculture, la sécurité nationale, les Unions économiques comme l'Union européenne ou éventuellement quelques exceptions concernant les pays en voie de développement. Elle institue aussi un Organe de Règlement des Conflits, reconnaissant ainsi que le libre-échange n'allait pas de soi dans tous les secteurs de la vie internationale. Cependant, l'OMC reste dominée par l'influence des grandes puissances, notamment des Etats-Unis, elle s'est affaiblie tout comme elle a affaibli la CNUCED qui portait souvent les revendications des pays en développement.

Les Etats connaissent des différends, des conflits, mais aussi des guerres économiques. Les instruments et les armes utilisées sont diversifiées (boycott, embargo, blocus, gel des avoirs et des investissements étrangers, cyber attaques ; sanctions "secondaires, extraterritoriales")⁴. Dans ce cadre, l'OMC **n'a que** le pouvoir que veulent bien lui concéder les grandes puissances. Elle n'a pas la capacité à engager une action à l'encontre de l'OPEP qui modifie clairement les conditions de la concurrence internationale, elle ferme les yeux sur les monopoles technologiques des GAFAM, mais aussi sur les « paradis fiscaux », elle intervient très peu sur les questions environnementales qui faussent la concurrence.

³ Guilhaudis, JF., Fontanel, J. (2019) Les effets « pervers » de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales, *Annuaire Français des Relations Internationales* 20.

⁴ Fontanel, J. (2019) Différends, conflits et guerres économiques, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*. Fontanel, J., Tinbergen, J (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Aujourd'hui, les BRICS élargis⁵ ont la volonté de briser cette domination occidentale. Cette organisation de circonstance représente la moitié de la population mondiale et le quart de la PIB mondial⁶. Elle a sans doute la capacité de faire évoluer le système en place, mais lors de la reconstruction d'un « autre monde », les actions « positives » risquent alors de mettre en évidence leurs divergences et de nouveaux conflits à l'intérieur même du système BRICS sont à craindre.

III. La finance et la spéculation

Dans le secteur financier international, le dollar reste la monnaie de référence depuis les Accords de Bretton Woods en 1944, ce qui confère un avantage économique considérable aux Etats-Unis, qui peuvent ainsi facilement payer leur immense dette publique de 34.600 milliards de dollars à comparer avec le PIB nominal des Etats-Unis de 27.600 milliards de dollars, La dette américaine représente un peu plus d'un tiers du PIB mondial estimé à 105.000 milliards de dollars, elle est 240.000 fois supérieure au Produit National de 38 millions de Marocains.

En 50 ans, il y a eu plus de 400 crises financières, dont 70 concernent les dettes souveraines. Pourtant, la finance internationale s'est encore développée, elle échappe de plus en plus au contrôle des Etats grâce à l'application de la règle des 3D (déréglementation, désintermédiation et décloisonnement)⁷ et elle domine et dirige de fait l'économie globalisée⁸.

Avec l'innovation financière, tout devient objet de spéculation, à la recherche des meilleurs placements. La question est aujourd'hui de savoir si les banques financent encore l'économie, quand on mesure le zèle avec lequel elles soutiennent une évasion fiscale rémunératrice et s'engagent dans la spéculation à court terme. L'argent rend fou.

Enfin, le jeu spéculatif des fonds de pension ne reflète aucun état d'âme ou responsabilité sociale sur les conséquences économiques et sociales de leurs décisions. Il s'agit pour eux de diversifier leurs actifs afin d'arbitrer entre le

⁵ La BRICS comprend le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et dès 2025 les Emirats Arabes Unis, l'Egypte, l'Ethiopie et l'Iran, l'Argentine du Président Milei ayant refusé d'y participer.

⁶ A comparer toutefois avec les 44% du PIB mondial pour les pays du G7 qui comprend les pays suivants : Etats-Unis, Allemagne, Canada, Japon, Royaume-Uni, Italie et France).

⁷ - La déréglementation conduit à la suppression des règlements et des contrôles concernant les prix des services bancaires, à l'abolition du contrôle des changes et des taux d'intérêt à long terme, à l'innovation financière, notamment dans le secteur des produits dérivés, pourtant hautement risqués.

- La désintermédiation permet le recours direct des opérateurs sur les marchés financiers. Elle encourage la titrisation, laquelle favorise la disparition progressive des frontières entre les actifs liquides et les actifs financiers.

- Le décloisonnement des marchés nationaux propose la suppression des marchés séparés (régionaux/nationaux/internationaux, titres de court, moyen ou long termes, marché des changes). Le rendement maximum devient alors la règle de conduite obligée pour le détenteur de titres.

⁸ Fontanel, J. (2019), La finance prédatrice des richesses, hal-02151866

risque, la liquidité et la rentabilité. Ils exercent une forte pression pour que la rentabilité de court terme soit élevée, en vue de percevoir des revenus dérivés du profit élevés. Les revenus des actionnaires sont planifiés sur la base d'un certain pourcentage élevé au regard de la valorisation des actions ou, plus rarement, sur le chiffre d'affaires prévu. Lorsque l'entreprise est épuisée, le fonds de pension investit alors dans une autre société. Les adhérents aux fonds de pension sont des retraités. Ils ne sont alors pas très concernés par le réchauffement climatique, un autre aléa moral à analyser.

IV. Le réchauffement climatique

Le système économique amplifie la carbonation en l'absence d'une volonté collective réelle de prise en charge des dangers du réchauffement climatique pour l'humanité. Les actions collectives au niveau mondial sont contestées, car les pays producteurs de pétrole ou de gaz veulent profiter de cette manne de réserves naturelles et ne pas la transformer en capital « dormant ».

En 2022, la Chine était le plus grand pollueur 15,3 milliards de tonnes de CO₂, contre 5,8 pour les Etats-Unis, 3,6 pour l'Europe, 2,6 pour la Russie et 0,066 pour le Maroc. Par habitant, c'est l'Arabie Saoudite (21,6 tonnes par habitant), le Canada (19,4), la Russie (17,9 tonnes par habitant), les USA (17,5) qui sont les moins citoyens du monde, alors que la France se situe à 6,3t (et 5,6t en 2023), alors que le Marocain ne consomme que 1,8 tonne par année.

La transition vers une économie climatiquement neutre devrait conduire à une augmentation des dépenses publiques. Les pays en développement réclament un financement conséquent des pays développés, car sans être les principaux pollueurs, ils en sont les principales victimes. La COP-29 est un échec. Espérons encore, avec Blaise Pascal, pour dire « qu'avec le temps, tout branle » et que peut-être les populations vont justement se mettre en branle pour exiger une action positive de lutte contre le réchauffement climatique pour les générations à venir.

V. Les inégalités de développement par le PIB

Dans les temps anciens où les pays de ce que l'on appelait alors le Tiers-Monde demandaient un Nouvel Ordre Economique International, les théoriciens économiques hétérodoxes insistaient sur les rapports de domination du néo-colonialisme, sur l'exploitation outrancière des firmes multinationales sur le quotidien des populations et sur la nécessité d'une entente des pays les moins développés en vue de réduire les inégalités fondées sur des rapports de domination historique qui se perpétuent. Depuis, la CNUCED s'est fondue dans les sentiers escarpés de l'OMC et a perdu le rôle qu'elle exerçait, notamment avec le Groupe des 77.

Avec la guerre en Ukraine et au Proche-Orient les dépenses militaires augmentent inexorablement avec le retour à une course aux armements. Les

guerres civiles et/ou militaires ravagent le continent africain. L'Afrique souffre dans son ensemble de crises humanitaires qui concernent au moins 130 millions de personnes, dont à peine un tiers des besoins ont été satisfaits par l'aide internationale, à un moment où la crise endogène des dettes publiques du monde occidental conduit les gouvernements à en réduire encore l'apport. La sécheresse, la fréquence des coups d'Etat, et le faible niveau de gouvernance sont les principales raisons de cette situation, avec historiquement le manque d'intérêt colonial et post colonial du pouvoir central pour les régions touchées aujourd'hui violemment par le dérèglement climatique⁹.

Pour l'ONG Rescue Committee (IRC), les conflits armés et la vulnérabilité au changement climatique réduit le potentiel de satisfaction des besoins essentiels de leur population. Sur les 26 pays pour lesquels les Nations unies demandent la mobilisation de 46 milliards de dollars de soutien humanitaire, quatorze sont Africains.¹⁰ Pourtant, selon ACLED (Armed Conflict Location & Event Data¹¹) les pays africains ne sont pas les pays les plus dangereux, les plus concernés par l'insécurité générale étant le Nigeria (5^e), le Cameroun (8^e), le Soudan (9^e)¹², ce qui ne concorde pas totalement avec les analyses onusiennes. Selon l'ACLED, la Palestine est le pays le plus dangereux, devant la Birmanie, la Syrie, le Mexique, le Nigéria et le Brésil, l'Ukraine ne se situant qu'au 15^e rang juste après l'Inde (14^e).

Le Rapport Alternatif sur l'Afrique¹³ (RASA) présenté en 2018 cherche à briser l'idée d'une Afrique économiquement et socialement épuisée, dont une partie croissante de la population serait condamnée à l'immigration vers des pays développés qui ne souhaitent pas la recevoir. Les méthodes d'analyse adoptées par les différents rapports sur l'Afrique ne prennent pas suffisamment en compte les réalités spécifiques de ce continent. Les analyses, indicateurs et réflexions idéologiques d'un libéralisme débridé ont suffisamment fait de mal à ce continent.

⁹ Au Burkina Faso, 2 millions de personnes ont quitté leur foyer pour fuir des violences.

¹⁰ Le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, la Mozambique, la République Démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Soudan, le Soudan du Sud, l'Ethiopie et la Somalie.

¹¹ Cette organisation non-gouvernementale, indépendante, collecte les données concernant les conflits internationaux et les conflits intra-nationaux de l'ensemble des pays du monde. C'est une initiative de collecte de données désagrégées, d'analyse et de cartographie des crises.

¹² Mais aussi l'Ethiopie (17^e), le Mali (18^e), la Somalie (22^e), le Burkina Faso (24^e) et le Kenya (26^e).

¹³ Ses initiateurs comprennent notamment plusieurs organisations non gouvernementales parmi lesquelles le Forum du Tiers Monde (FTM), l'*International Institute for Democracy and Electoral Assistance*, l'Institut des Futurs Africains, Enda Tiers Monde, la Fondation Rosa Luxembourg, *Legs Africa*, l'Institut Panafricain pour le Développement - Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS), le CODESRIA (Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique), l'Institut Panafricain pour le Développement - Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS), *West African Think tank (Wathi)*, l'Alliance pour la Refondation de la Gouvernance en Afrique (ARGA) et autres organisations, *think tanks*, sociétés publiques ou personnalités impliquées dans une réflexion où l'économie n'est qu'une composante parmi d'autres des forces et faiblesses des groupes humains constitués sous forme d'Etats, de composantes sociales, de religions, voire de civilisations.

L'Africain n'est pas concerné par les seules valeurs du PIB, lequel ne donne qu'une image floue et plutôt négative de la réalité vécue par les Africains restés au pays¹⁴. Les indicateurs économiques doivent aussi être croisés avec d'autres mesures concernant les libertés, les solidarités, les conditions de vie authentiques, l'importance des objectifs religieux ou de civilisation poursuivis. Le RASA prône un renversement philosophique, idéologique et méthodologique des analyses proposées par les organisations internationales. Il se propose de déterminer les critères qui reflètent la vie réelle, telle qu'elle est vécue et admise par les Africains dans leurs milieux naturels.

VI. Les nouvelles raretés

Les terres rares sont aussi un problème fondamental que les générations à venir devront traiter. Elles sont essentielles au développement des technologies modernes. Elles présentent des qualités naturelles exceptionnelles pour fabriquer une électricité propre et pour produire les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ces productions métaux rares présentent trois inconvénients : ils sont rares au regard de la demande actuelle et à venir, leur extraction est à la fois onéreuse et très polluante et ces métaux sont mal répartis dans le monde, au grand avantage actuel de la Chine qui profite largement de cette forme de quasi-monopole. Les conflits économiques, politiques, militaires peuvent surgir de cette rareté et des rapports de force entre les Etats.

L'eau devient un enjeu stratégique, d'abord pour la santé de l'homme dans le cadre d'une croissance démographique importante et d'une pollution coûteuse, ensuite pour l'hydro-politique entre les Etats qui partagent des fleuves, enfin pour l'exploitation de l'eau pour l'agriculture ou la pêche. On pourrait aussi évoquer l'air pur, la non artificialisation des sols, les bénéfices de la biodiversité terrestre ou marine. Les conflits d'intérêt des Etats partageant les mêmes sources d'eau ne vont pas manquer de se développer dans les années à venir, tout comme les choix nationaux d'attribution de l'or bleu entre les différents consommateurs.

Plus important encore, il s'est développé une rareté artificielle particulièrement inégalitaire, avec la mise en place d'une économie des « désirs » et de la consommation « signifiante », qui domine les espaces de la production mondiale. La richesse est devenue un objectif en soi, comme une affirmation de soi, qui pousse le bénéficiaire à choisir les moyens les plus efficaces pour engranger une fortune dans le cadre d'une compétition de façade. Les riches prennent une part croissante du fruit de la production mondiale, sans souci pour la précarité et la faiblesse des revenus des plus démunis.

¹⁴ Amin, S. (2009), *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, Le temps des cerises, Paris. RASA/AROA (2018), *Rapport alternatif sur l'Afrique, Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique, Numéro Zero-2018*. Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDA TIERS MONDE

De fait, le choix de la répartition de la valeur appartient aux « riches » industriels et financiers qui cisèlent l'économie mondiale en fonction de leurs intérêts propres. Dans ce contexte, pour que les désirs priment sur les besoins, il faut inscrire l'économie dans la consommation ostentatoire, afin de résumer l'action de l'homme à ce qu'il consomme, à ce qui l'habille, à ce qu'il dépense, à ce qu'il possède. L'homme le plus riche de France est producteur d'abord de produits de luxe (de Dior à Vuitton). Or, aujourd'hui, pour lutter contre le déficit public, il n'est pas réclamé la réduction de l'économie du désir, il est d'abord demandé aux citoyens de travailler plus, comme si l'objectif d'une vie ne pouvait se résumer, dans ce système économique, que dans le travail et la consommation. Dans ce contexte, l'hubris s'invite chez les privilégiés.

Il faudrait définir des règles pour lutter devant les excès de la richesse inutile collectivement, mais les intérêts économiques maintiennent leur pression. Dans ce domaine, comme le disait merveilleusement Edgar Faure « voici que l'immobilisme avance, nous ne savons pas comment l'arrêter ».

VII. L'autocratie, l'hubris, les croyances, et l'insoutenable légèreté de l'être, pour reprendre le magnifique titre du livre de Milan Kundera, qui domine notre monde globalisé

Aujourd'hui, une véritable guerre de leadership oppose les grandes puissances, principalement les USA et la Chine, sans oublier non plus l'importance de la malversation potentielle nucléaire de la Russie.

La démocratie connaît une crise de légitimité, parce que les organes d'information sont maîtrisés par les hommes qui disposent d'un pouvoir d'argent conséquent, utilisé principalement pour élargir sans cesse une société de consommation, sans hésiter à polluer tous les biens collectifs « gratuits », de l'eau à la terre, de l'air au climat. Au fond, la démocratie elle-même semble avoir perdu son statut de « moins pire » des systèmes, tant les élections et les gouvernements sont aujourd'hui sous l'emprise de forces pilotées par des intérêts financiers (lobbys).

Freud considérait que l'accès à la civilisation conduisait à sublimer la force primaire, ou l'hubris. **Le syndrome d'hubris est conditionné par le pouvoir**, il se traduit par **la démesure et l'orgueil**. C'est lorsque le pouvoir donne au gouvernant l'impression inébranlable d'être en mesure de régenter rationnellement toutes les situations humaines qu'il devient alors dangereux. Le gouvernant se surestime et sous-estime le reste du monde, et de ce fait, il est capable de dépasser toutes les limites pour accéder à ses objectifs. Ses relations sont parfois fondées sur une vision messianique de son rôle dans la société.

Il en résulte un pouvoir considérable acquis par les firmes multinationales et des actionnaires gestionnaires d'ensembles économiques colossaux. Elon Musk a une fortune estimée aujourd'hui à 350 milliards de dollars deux fois et demi

supérieure au PIB du Maroc équivalent à 145 milliards de dollars, même s'il est toujours délicat de comparer un patrimoine par un flux bien sûr. Il faudrait cependant plus de deux années de travail pour 39 millions de Marocains pour produire l'équivalent de la fortune du milliardaire, né sud-africain, dont la place dans un gouvernement américain de lutte contre l'immigration, ne peut qu'inquiéter¹⁵.

Il y a plus de 40 années, François de Closets¹⁶ avait considéré que les gens de pouvoir en demandent TOUJOURS PLUS à la société, et son sous-titre transformait la devise au singulier de la République française « Liberté, Egalité et Fraternité » par un discordant pluriel à « Libertés, Inégalités et Féodalités ».

Le futur gouvernement de Donald Trump, comme le précédent, comprend plusieurs milliardaires et aucun des responsables gouvernementaux ne dispose d'une fortune inférieure à plusieurs dizaines de millions de dollars. On assiste alors à une société ploutocratique, dans laquelle il n'est possible d'accéder au gouvernement qu'avec l'aval des grandes fortunes. En outre, la stratégie MAGA (*Make America Great Again*) est aussi un manifeste de puissance revendiquée, quels qu'en soient les moyens.

Il en va de même pour Vladimir Poutine, qui veut restaurer la Sainte Russie avec le Patriarche orthodoxe Kirill qui a considéré que Dieu avait donné Poutine à la Russie pour restaurer l'ordre moral face à une déliquescence de la civilisation occidentale. En l'absence d'une rationalité des gouvernants, « l'insoutenable légèreté de l'être vivant » est encore plus réelle ou ressentie par les citoyens.

VIII. La « possibilité » d'une guerre mondiale, comme dirait Houellebecq sur son île

La sécurité d'un pays ne se réduit pas aux seules forces militaires et civiles qui assurent la protection nationale (police ou justice) ou internationale (armée)¹⁷. Elle dépend aussi des perceptions ontologiques, philosophiques ou religieuses des systèmes et structures collectifs en place, et d'un besoin plus ou moins justifié de sécurité.

Aujourd'hui, le « technocolonialisme » est en marche, avec une rivalité marquée entre les Etats-Unis et la Chine dans l'ordre numérique. Les autres pays sont astreints à accepter peu ou prou les normes, les chaînes d'approvisionnement

¹⁵ La valeur boursière des cinq principales sociétés en Bourse à Wall Street dépasse 10.000 milliards de dollars, soit 70 fois le PIB du Maroc.

¹⁶ De Closets, F. (1082) *Toujours Plus. Libertés, inégalités, féodalités*. Grasset, Paris.

¹⁷ Hartley, K. (2013), Economics and the End of Conflict ? in *Liber Amicorum, hommage en l'honneur du Professeur Jacques Fontanel*, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J. (2010), Un concept élargi de la sécurité économique, in « *Economie politique de la sécurité internationale* », J. Fontanel (Ed.), L'Harmattan, Paris, p. 18. Fontanel, J. (2010, *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence*, Emerald, Bingley, U.K.,

ou les valeurs imposées par l'un des deux camps, entrant ainsi dans une dépendance d'information aux conséquences encore mal appréciées, concernant notamment la fiabilité de la sécurité nationale des pays utilisateurs.

Enfin, la démocratie souffre d'une érosion de légitimité, en laissant se développer les inégalités sociales nationales et internationales. Elle ne peut vivre sans financement public, lequel est réduit par la fraude et l'optimisation fiscale. Pour l'Observatoire européen de la fiscalité, plus de 1000 milliards de dollars de profits ont été transférés par les firmes multinationales dans les paradis fiscaux en 2022¹⁸. Le Français médian paie 52% d'impôts sur les sommes déclarées en France, contre 26% pour les milliardaires (23% aux Etats-Unis et même 18% aux Pays-Bas). La grande évasion fiscale conduit les Etats vers un endettement croissant, lequel réduit le potentiel d'action collective. Les grandes puissances sont complices. Selon *Tax Justice Network*, les Etats-Unis attirent beaucoup de masses financières en provenance de l'étranger, quelle que soit leur nature grâce à un indice du secret financier le plus élevé au monde.

La justice du monde est dominée par les puissants. Aux Etats-Unis, les Présidents peuvent gracier leurs proches, comme Biden, Trump ou Clinton. Joe Biden, avant d'être Président des Etats-Unis, étaient un élu du Delaware, le plus grand paradis fiscal au monde. En même temps, dans de même Etat, une juge vient d'annuler la rémunération annuelle de 56 milliards de dollars jugée excessive à Elon Musk, patron de Tesla, accordée par un Conseil d'Administration aux ordres.

Dans le film « Don't look up » de 2019, inspiré par la crise climatique, une grande comète s'apprête à ravager la Terre et malgré le monde scientifique qui l'annonce et demande des moyens pour l'en empêcher, une désinformation médiatique et politique, la cupidité et la faiblesse de la Présidente des Etats-Unis influencée par un fameux créateur de technologie, conduit à l'inaction. Lorsque la catastrophe n'est plus gérable, la Présidente et son soutien disposent d'une fusée qui leur permet de rejoindre une autre planète, là où la vie est encore permise, en respectant le principe bien connu « Après moi le déluge ». Dans l'engagement Trumpiste d'Elon Musk se cache aussi des intérêts personnels, en particulier son business Space X, très dépendant des commandes de l'Etat, qu'il veut utiliser pour conquérir Mars pour y établir des colonies humaines.

Cet hubris là peut conduire à la guerre. La ploutocratie est au pouvoir.

¹⁸ Les entreprises dans le monde ont obtenu 16.000 milliards de dollars de bénéfices, dont 2800 milliards de dollars à l'étranger. D'une part, la taxation des bénéfices obtenus sur le territoire national bénéficie de nombreuses « niches fiscales » qui limitent considérablement leur taux de taxation (surtout si l'on met en parallèle les subventions publiques qui leur sont accordées) et d'autre part les profits « offshore » ne sont déclarés qu'à concurrence de 35% des profits réalisés, grâce aux avantages fiscaux obtenus en Irlande, aux Pays-Bas ou dans les îles britanniques.

Selon Baudrillard, la force du processus de globalisation d'aujourd'hui menace l'universalité dans la diversité des pensées et dans le respect d'épanouissement de chaque société et individu. Les pulsions guerrières sont alimentées par une concurrence sauvage des entreprises, laquelle est relayée par des Etats gouvernés par des groupes d'intérêts économiques et politiques influents, sous le voile d'une démocratie « orientée ». La guerre reste encore bien présente dans l'humanité souffrante. William Shakespeare affirmait en son temps (*The Tempest*), que « l'enfer n'existe pas, tous les démons sont ici-bas ».

Références

- Amin, S. (2009), *Sur la crise : sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*, Le temps des cerises, Paris.
- Baudrillard, J. (1968), *Le système des objets*, Gallimard, Paris.
- Baudrillard, J. (1986) ; *La société de consommation*, Folio Essais, Paris.
- Bensahel-Parrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B (2009), *Les organisations non gouvernementales ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire*. L'Harmattan, Paris.
- Brunat, E., Fontanel, J. (2021) *La science économique comme idéologie. La science de gestion comme viatique de l'actionnaire*, *Marché et Organisations*,
- Brunat, E, Fontanel, J. (2025) *When mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking: the Pandemic Covid-19 as a Revelation in Covid-19 and Public Policy*, Emerald.,
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, JF (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19.
- De Closets, F. (1082) *Toujours Plus. Libertés, inégalités, féodalités*. Grasset, Paris.
- Fogel, R.W., Engerman, S. (1974) *Time on the Cross: The Economics of American Negro Slavery*, Little Brown; Boston.
- Fontanel, J., Tinbergen, J (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse*, L'Harmattan, Paris
- Fontanel, J. (2019), *La finance prédatrice des richesses*, hal-02151866
- Fontanel, J. (2019) *Différends, conflits et guerres économiques*, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*.
- Fontanel, J. (2024) *Global Warming, Economic globalization and Civilization crises. Climate Change, Human Security & Sustainability: Which Way Now? Vision*. SAGE Publi.

Fontanel. J. (2024), La responsabilité de la guerre en Ukraine. Des tentations impériales de la Russie et de l'hubris poutinien à l'avancée inquiétante de l'OTAN pour la sécurité de la Russie. *Paix et sécurité européenne et internationale*, PSEI.

Fukuyama, F. (1992) *The End of History and Last Man*, Free Press, New York

Guilhaudis, JF., Fontanel, J. (2019) Les effets « pervers » de l'usage du PIB pour la décision politique et les relations internationales, *Annuaire Français des Relations Internationales* 20.

Ministère de la Transition écologique (2023), Chiffres clés su climat. France, Europe et Monde. Edition 2023.

RASA/AROA (2018), *Rapport alternatif sur l'Afrique, Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique, Numéro Zero-2018*. Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDA TIERS MONDE

Annexe

Tableau 1. Emissions des GES dans le monde hors UTCATF¹⁹ en 2021²⁰

Pays	Total millions de tonnes CO2	Par habitant	Par rapport PIB PPA (2017)	Evolution % par rapport à 1990
CHINE	15266	10,8	612	379
USA	5810	17,5	275	-6,3
Inde	3835	2,7	408	270
Union européenne	3632	8,1	184	-22
Dont France	429	6,3	141	-23
Russie	2570	17,9	625	-20
UK	420	6,2	139	-47
Japon	1182	9,4	229	-10
Canada	743	19,4	403	128
Afrique subsaharienne	2430	2,0	537	90
Afrique du Nord et Moyen-Orient	4643	7,7	437	263
Dont Arabie Saoudite	775	21,6	463	330
Maroc	66	1,8	212	n.c.

¹⁹ UTCATF (Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie) rapporte les flux de CO2 entre plusieurs réservoirs terrestres (sols, biomasses, etc.) et l'atmosphère au-dessus du territoire.

²⁰ Ministère de la Transition écologique (2023), Chiffres clés su climat. France, Europe et Monde. Edition 2023.